



Lors de son passage au comice agropastoral tenu à Ebolowa en janvier 2011, le chef de l'Etat a énuméré de nombreux projets à mettre en œuvre pour doper l'agriculture. Seulement, 10 ans plus tard, la montagne a accouché d'une souris.

"Le moment est donc venu de mettre en pratique de manière résolue la grande politique agricole que j'ai souvent publiquement appelée de mes vœux. J'engage les départements ministériels concernés dans cette voie, toutes affaires cessantes et je veux des résultats substantiels. Je leur demande de tout mettre en œuvre pour assurer notre sécurité alimentaire, pour créer des emplois en milieu rural, pour réduire nos importations et développer nos exportations de produits agricoles afin que notre agriculture au sens large joue son rôle de moteur de l'économie nationale."

Le 17 janvier 2011 à Ebolowa, le ton du président de la République s'est voulu ferme. Pour illustrer sa détermination à impulser une dynamique nouvelle au secteur agricole, **Paul Biya** va annoncer: "La mise en place d'une unité de production d'engrais, la mise en activité de l'usine de montage de machines agricoles dont la construction est en cours ici à Ebolowa, la réhabilitation des fermes semencières, la préparation d'une réforme foncière visant à répondre aux exigences de l'agriculture de seconde génération, la construction de marchés et de centrales d'achat de produits agropastoraux et halieutiques, la réforme de la formation et de l'enseignement agricoles, le renforcement du dispositif de financement des activités rurales par l'ouverture de la Banque agricole. J'appelle donc les différents départements ministériels et

services en charge de notre développement rural à se saisir de ces dossiers et à prendre des dispositions pour les mettre en oeuvre dans les meilleurs délais possibles."

Plus loin, il va ajouter: "Le développement du monde rural suppose le désenclavement des bassins de production agricole, la mise en oeuvre des grands projets structurants. Aussi, ai-je décidé la réalisation des routes bitumées suivantes: Ebolowa-Kribi par Akom II, Ebolowa-Kribi par Lolodorf, dans le cadre du complexe industrialo- portuaire de Kribi, Olama-Lolodorf, Sangmelima-Ouessou par Djoum, dont les financements sont prêts, **Ebolowa- Sangmélima** par Mengong, dont les travaux commencent cette année. J'ai aussi décidé de faire démarrer le plus tôt possible les travaux de construction d'un certain nombre d'ouvrages. Il s'agit notamment, vous le savez: du barrage hydroélectrique de Memve'ele et du port en eau profonde de Kribi; du barrage hydroélectrique de Mekin; de la centrale à gaz de Kribi."

Des promesses qui ont suscité un grand enthousiasme au sein des agriculteurs qui y ont vu le début de la fin de leur calvaire; eux qui souffrent, entre autres, de l'enclavement des bassins de production, de l'insuffisance de l'offre énergétique susceptible de favoriser la conservation et la transformation de leurs récoltes, etc. Hélas, les espoirs nés de ces annonces ont fini par être douchés. Car, si quelques projets ont été mis en place au forceps, l'essentiel reste encore attendu une décennie Dans une interview accordée au quotidien Mutations en 2018, l'activiste et défenseur des intérêts des agriculteurs, **Bernard Njonga**, répondant à une question sur la suite donnée aux annonces du comice d'Ebolowa, déclare: "Vous parlez des sept promesses faites aux producteurs à Ebolowa.

Je vous les rappelle en vous laissant en juger si vous y avez cru: la mise en place d'une unité de production d'engrais (qui n'existe toujours pas), la mise en activité de l'usine de montage de machines agricoles dont la construction est en cours ici à Ebolowa (usine achevée, mais toujours non opérationnelle), la réhabilitation des fermes semencières (on manque toujours de semences et de toutes espèces), la préparation d'une réforme foncière visant à répondre aux exigences de l'agriculture de seconde génération (encore en attente), la construction de marchés et de centrales d'achat de produits agropastoraux et halieutiques (toujours en attente), la réforme de la formation et de l'enseignement agricoles (non effective), le renforcement du dispositif de financement des activités rurales par l'ouverture de la Banque agricole (n'existe toujours pas)."

**Source : Repères**